



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU 8 AU 14 MARS 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 8 au 14 mars 2022

Politiques économiques

Dans un contexte d'inflation alimentaire sous-jacente, le prix du blé affecté par la guerre en Ukraine

Selon les premières estimations, le prix de certaines denrées alimentaires pourrait être affecté par le conflit sur le territoire ukrainien. C'est notamment le cas du blé, dont le Canada est pourtant l'un des principaux producteurs mondiaux mais dont les tendances sont relativement sensibles au marché global. Depuis le début du mois de mars, le prix du blé a ainsi augmenté de près de 20%. Cette hausse des prix soudaine intervient dans un contexte d'inflation très dynamique : selon *Statistique Canada*, les prix de la canola, des légumineuses mais également de la viande ont fortement augmenté au cours du mois de janvier.

L'augmentation des prix du pétrole s'accélère depuis le début du mois de mars

Les prix de l'essence au Canada, qui ont régulièrement augmenté au cours de l'année 2021, ont accéléré leur hausse depuis le début du mois : de 1,60 CAD (1,13 €)/litre le 1^{er} mars, les prix moyens ont atteint 1,84 CAD (1,30€) par litre une semaine plus tard, dans un contexte marqué par le conflit mené par la Russie en Ukraine. Selon l'association *Canadians for Affordable Energy*, la hausse des prix de l'essence pourrait se poursuivre et atteindre 2 CAD (1,41€) par litre au cours des prochaines semaines. Cette tendance pourrait

ainsi prolonger les tensions inflationnistes apparues au cours de l'année 2021 (5,1% d'inflation en janvier).

Le gouvernement canadien annonce un accord avec la province de Terre-Neuve-et-le-Labrador (TNL) pour le système de garde d'enfants

La ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social Karina Gould et le Premier ministre de TNL Andrew Furey ont annoncé un accord entre le gouvernement fédéral et la province visant à l'amélioration du système de garde d'enfants. D'ici la fin de l'année, les autorités fédérales et provinciales entendent garantir un système de garde d'enfants à 15 CAD/jour (10,65 €/jour), contre 25 CAD/jour (17,76 €/jour) actuellement, permettant ainsi une économie moyenne de 5 090 CAD (3 615 €) par an pour les familles de la province de TNL. L'objectif reste par ailleurs d'atteindre un coût de 10 CAD/jour (7,10 €/jour) d'ici 2026.

Le commerce de marchandises en recul en janvier

Selon les estimations de *Statistique Canada* portant sur le commerce de marchandises canadien, les importations ont nettement reculé au mois de janvier (-7,4%), après trois mois de croissance successifs, tandis que les exportations sont restées stables (-0,2%). La baisse des exportations a notamment été forte dans le secteur automobile (-13,9%), pour les pièces et matériels électroniques (-9%) ou encore dans le secteur des produits métalliques et minéraux (-11,8%). Concernant les exportations, la baisse en termes réels (-4,6%) est significativement plus élevée que la baisse en valeur, soulignant le rôle joué par la hausse des prix pour « soutenir » les exportations canadiennes.

Entreprises

Plusieurs entreprises canadiennes cessent leur activité en Russie

Les entreprises canadiennes présentes sur le territoire russe ont, pour la plupart d'entre elles, annoncé au cours des derniers jours la suspension de leurs activités en Russie. C'est notamment le cas du constructeur de pièces automobiles Magna, qui emploie près de 2 500 personnes en Russie et dont les revenus provenant de son activité en Russie sont estimés à près de 350 M CAD (250 M €) en 2021. Restaurant Brands (restauration), McCain Foods (agroalimentaire), Couche-Tard (commerce de détail) ou encore Kinross Gold (secteur minier) ont également fait savoir que leurs projets et activités sur le territoire russe étaient suspendus dans l'attente d'une évolution du conflit en Ukraine.

Deux associations de Premières nations acquièrent une participation dans le projet de gazoduc Coastal GasLink

Le 9 mars, deux groupes de Premières nations ont annoncé leur intention d'acquérir une participation à hauteur de 10% du projet de gazoduc *Coastal GasLink*, qui doit relier l'Alberta à Kitimat, sur la façade pacifique (Colombie-Britannique). Les deux associations sont constituées d'une quinzaine de nations, parmi lesquelles la nation Cheslatta Carrier, qui entend profiter des retombées économiques de ce projet d'infrastructure gazière pour soutenir le développement des communautés locales. Pour rappel, le projet *Coastal GasLink*, mené par l'entreprise albertaine TC Energy, a fait l'objet d'oppositions de la part de certaines Premières nations locales, tandis que d'autres ont souhaité y être associées.

General Motors et BASF développent leur filière batterie au Québec

La filiale canadienne de GM, dans le cadre d'une coentreprise formée avec le sud-coréen POSCO Chemical, a annoncé l'implantation dans la région de Bécancour (Québec) d'une usine de production de matériaux actifs de cathodes. Le projet est estimé à près de 500 M CAD (359,4 M €) et devrait permettre de générer 200 emplois. Dans le même temps, l'entreprise allemande BASF a également annoncé son implantation dans la région de Bécancour, avec un projet similaire d'usine de production de matériaux actifs pour cathodes. Grâce à ces investissements, le Québec entend ainsi se positionner parmi les leaders de la transition nord-américaine vers une mobilité électrique.

Rogers lance plusieurs opérations de financement pour le rachat de Shaw

Le principal opérateur de télécoms pancanadien a annoncé le lancement de deux campagnes de financement, l'une auprès des investisseurs américains (environ 7 Md USD / 6,5 Md € d'obligations), et l'autre auprès de potentiels clients canadiens (4,25 Md CAD / 3 Md €). Une campagne de financement accélérée en raison du contexte monétaire et financier, avec la hausse du taux directeur annoncée par la Banque du Canada le 2 mars, et l'anticipation d'une hausse générale des taux d'intérêt. En tout, Rogers entend trouver près de 19 Md CAD (13,6 Md €) afin de financer le rachat de Shaw Communications, par ailleurs toujours suspendu à l'approbation du Bureau de la Concurrence.

BMO et Brookfield s'associent pour le lancement de nouveaux fonds

La division d'investissement de la banque *Bank of Montreal* (BMO) a annoncé le lancement de deux nouveaux fonds administrés par le gestionnaire d'actifs Brookfield Public Securities, avec un portefeuille qui serait principalement composé d'actifs liés aux secteurs de l'immobilier, de la technologie, des énergies renouvelables et des infrastructures durables.